



Le « deux poids, deux mesures » de l'accueil

200.000 Ukrainiens sont attendus en Belgique. L'élan de solidarité formidable des citoyens comme des autorités nous rappelle que tous les déplacés ne reçoivent pas le même accueil positif, tant s'en faut. Peut-on y voir les prémices d'une approche moins défensive de l'Europe et de notre pays ou s'agit-il d'un phénomène ponctuel ?

tél.: 02 227 66 80

fax: 02 217 32 59



Avec le soutien de la

Ici, ce sont des intervenants de terrain qui ont appris à demi-mots des autorités que les Afghans devraient probablement « faire de la place » pour les Ukrainiens dans les centres d'accueil et qu'ils risquent l'expulsion. Là, ce sont des acteurs du monde scolaire qui assistent à des tensions entre jeunes primo-arrivants quand des réfugiés sur une voie de garage depuis des années ont le sentiment que des Ukrainiens à peine arrivés sont traités avec des égards qui leur ont toujours été refusés.

Proximité, émotion... un accueil qui diffère?

Pendant que la Russie agresse avec barbarie l'Ukraine, la machine à horreurs tourne pourtant toujours à plein régime ailleurs, mais dans l'indifférence. En Syrie et au Yémen, au Mali et au nord du Cameroun, au Tigré et en Afghanistan¹ mais aussi à... Lesbos et en Méditerranée. Pourtant, si l'Europe entière se mobilise pour les réfugiés ukrainiens, les réfugiés du Moyen-Orient ou d'Afrique ne bénéficient à ce stade pas des mêmes facilités. Dans un reportage diffusé sur Arte récemment, Sabine Hess², de l'université de Göttingen (Allemagne), résume : « Les différences de traitement et une forme de racisme dans la sélection des migrants sont caractéristiques du système d'asile. Il y a un grand écart entre deux phénomènes, amplifiés par les médias. D'un côté, nous avons les bras ouverts, ce sont de 'vrais' réfugiés européens. De l'autre côté, nous avons des frontières militarisées avec des réfugiés qui doivent lutter pour leur vie. C'est digne du colonialisme : nous distinguons ceux qui sont dignes de notre empathie et ceux qui ne le sont pas. »³

À Rochefort, La Cantine Famennoise⁴ est un groupe de citoyens qui fournit des logements, des repas, des soins médicaux aux migrants extra-européens en transit dans la région⁵. « Bien sûr que cet élan des citoyens et des politiques nous réjouit, dit Nicole Willem, membre du groupe. Mais c'est tout de même un peu difficile à avaler parce que nous nous épuisons depuis quatre ans et, d'un coup, tout le monde s'intéresse aux réfugiés, mais uniquement aux Ukrainiens. Chaque fois que nous essayons de conscientiser la commune, on doit hurler sans susciter le moindre intérêt. Aujourd'hui, les mêmes qui ne nous entendent pas font des déclarations la main sur le cœur au conseil communal... »

 $^{^{1}}$ Le Bilan du monde 2022. Géopolitique. Environnement. Economie. Hors-série du Monde, 2022.

² Directrice du Center for Global Migration Studies, Université de Göttingen.

³ Reportage « Réfugiés : un accueil européen à deux vitesses », Arte, 4 avril 2022 : https://www.youtube.com/watch?v=lamyOICU0YI

⁴ La Cantine Famennoise a reçu le soutien d'Action Vivre Ensemble dans le cadre de son appel à projets 2021-2022, visant la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales. Plus d'infos : https://vivre-ensemble.be/lacantine-famennoise

⁵ Les personnes qui sont regroupées sous le terme « migrants en transit » sont entrées sur le territoire de l'Union européenne le plus souvent via le sud de l'Europe. Elles souhaitent se rendre dans un autre pays européen (généralement le Royaume-Uni) pour y demander l'asile ou pour y séjourner (pour des raisons familiales, liées au travail ou aux études, par exemple). Plus d'infos : www.cire.be

Le secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, Sammy Mahdi (CD&V), réfutait récemment cette vision dans une logique de proximité : « Si demain votre voisin est malade, cela va probablement plus vous préoccuper que si cela arrive au type du bout de la rue. Cela ne veut pas dire que vous êtes inhumain envers cette personne. Comme le conflit se passe en Europe, beaucoup de citoyens sont plus préoccupés que quand ces événements se passent, par exemple, au Mali. Cela ne fait pas du citoyen un xénophobe ou un raciste. Comme Poutine attaque l'Ukraine et, par ricochet, l'Europe et l'Otan, beaucoup de gens se sentent eux-mêmes agressés directement. Ça m'agace qu'on dise que le citoyen est raciste parce qu'il est solidaire et ne l'était pas en 2015. C'est faux. Combien de citoyens n'ont pas été hyper solidaires? On oublie les images de la gare de Berlin où il y avait des citoyens qui applaudissaient les Syriens sortant des trains. »⁶

Pour Nicole Willem, de La Cantine Famennoise, il y a des raisons d'espérer : « Il y a un gouffre entre les deux attitudes affichées au moment de l'arrivée de réfugiés, qui est encore plus large à la lumière de la situation actuelle. Mais la bonne nouvelle, c'est qu'on voit que c'est possible de susciter la solidarité. On voit bien qu'un discours positif des autorités peut faire beaucoup pour la réaction des citoyens. Il y a une réaction émotionnelle pour l'Ukraine mais nous avons l'espoir que cette crise provoque une prise de conscience chez certaines personnes et puisse susciter leur empathie vis-à-vis d'autres crises humanitaires. »

Quelques chiffres

En 2021, 25.971 personnes ont introduit une demande de protection internationale à l'Office des étrangers. Les principaux pays d'origine des demandeurs de protection internationale étaient alors l'Afghanistan, la Syrie, la Palestine, l'Érythrée et la Somalie. La protection internationale vise à attribuer le statut de réfugié.

En ce qui concerne les attestations de protections temporaires, en mars 2022, 98 % des 24.000 protections offertes par la Belgique concernaient des Ukrainiens. La protection temporaire est une procédure exceptionnelle instaurée par une directive européenne en cas d'afflux massif de personnes déplacées.

Depuis 10 ans, la Belgique dispose d'un programme de réinstallation de réfugiés dans notre pays : durant cette période, 3.989 réfugiés syriens et 315 réfugiés congolais ont été réinstallés.

Sources: Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (https://www.cgra.be/fr/actualite/les-statistiques-dasile-du-mois-de-mars-2022) et Office des étrangers (https://dofi.ibz.be/fr/themes/chiffres).

-

⁶ Voir l'entretien paru dans *Le Soir*, 19 mars 2022.

Changer de modèle d'accueil?

À la mi-mars, le gouvernement fédéral se félicitait que 88 % des logements disponibles (40.000) pour les Ukrainiens étaient proposés par des citoyens. Un fameux changement de perspective quand on se souvient que le gouvernement précédent, Theo Francken (N-VA) en tête, avait mis en place des visites domiciliaires chez les hébergeurs accueillant des migrants en situation irrégulière. Certains, on le sait, ont même été traduits en justice - et acquittés⁷.

En 2016, alors que des demandeurs d'asile sont amenés à camper dans le Parc Maximilien à Bruxelles et que cette situation mobilise des citoyens, l'association Singa voit le jour pour venir en aide aux nouveaux arrivants. Avec entre autres le soutien d'Action Vivre Ensemble, trois ans plus tard, Singa lance le programme CALM (Comme à la maison), qui met en lien des colocations bruxelloises et des personnes réfugiées, pour leur permettre de partager leur habitat. Un programme mis à contribution évidemment dans cette crise ukrainienne dont les citoyens se sont emparés. Mais, pour Singa, qui a publié une carte blanche en ce sens dans La Libre⁸, l'appel à la solidarité lancé par l'Europe comme la Belgique peut laisser espérer un changement d'approche. « Une conclusion s'impose : l'offre de places d'hébergement chez des citoyens est rapide et massive quand elle est amplifiée par un message positif des autorités et facilitée par des mesures administratives adaptées. Cela ne fait que confirmer une évidence que nous constatons au quotidien : oui, l'hébergement de personnes réfugiées chez les particuliers est possible, oui, il est positif et, oui, il doit être encouragé... au-delà de la crise et de l'urgence », observe Singa.

Et l'association poursuit en pointant le fait que la Flandre a mis en place en 2016 un dispositif légal qui encadre l'hébergement de personnes réfugiées⁹ à domicile pour des périodes allant de quelques mois à trois ans, en préservant l'individualisation des droits. C'est-à-dire que les personnes qui hébergent ne voient pas leur statut modifié du fait de cette cohabitation¹⁰. Bruxelles et la Wallonie pourraient donc aussi le faire. « Si l'hébergement des personnes venant d'Ukraine est un défi auquel il faut répondre dès à présent, nous plaidons pour que les entités fédérées ne restent pas 'focalisées' sur la gestion de l'urgence, conclut Singa. Au contraire, il est pertinent de transformer cette crise en opportunité et d'accompagner l'élan de solidarité de la population belge pour enrichir le modèle d'accueil dans notre pays, de manière durable et au profit de tous les réfugiés ».

⁷ https://www.rtbf.be/article/les-hebergeurs-de-migrants-sont-acquittes-par-la-cour-dappel-de-bruxelles-10769611

⁸ Quand va-t-on encadrer l'hébergement de réfugiés chez les particuliers à Bruxelles et en Wallonie ?, dans La Libre, 5 avril 2022. Voir : https://www.lalibre.be/debats/opinions/2022/04/05/quand-va-t-on-encadrer-lhebergement-de-refugiees-chez-particuliers-a-bruxelles-et-en-wallonie-5BSEVXYCZRAEVNKC5GTLK5GV4Q/

⁹ Précisons qu'il s'agit de réfugiés « reconnus », des hommes et des femmes à qui a été octroyée une protection internationale.

¹⁰ Plus d'infos sur le statut cohabitant : https://vivre-ensemble.be/statut-cohabitant-a-quand-la-fin

De l'égalité pour ceux et celles qui cherchent refuge

Si tous les hommes et les femmes naissent libres et égaux, on peut se demander si toutes les personnes réfugiées se « valent ». Des remugles zemmouriens de la campagne électorale française au sursaut de la Pologne ou de la Hongrie qui, il y a peu encore, fermaient à double tour leurs frontières, la formidable solidarité à l'adresse des réfugiés ukrainiens réjouit autant qu'elle laisse un goût amer. Il n'est évidemment pas question ici de tempérer l'enthousiasme de ces centaines de familles, de communes, d'institutions qui ont ouvert leurs bras à ces femmes, ces enfants, ces vieillards fuyant la barbarie de Poutine. Que du contraire.

En revanche, force est de constater que les réfugiés syriens, afghans, palestiniens, somaliens, érythréens, qui constituaient le gros du contingent des demandes de protections introduites en Belgique en 2021, n'ont que rarement suscité l'empathie ou tout simplement autre chose que l'indifférence voire la franche hostilité.

Cette injustice est difficilement acceptable. Le réveil de la conscience européenne en la matière ne peut que réjouir mais il pose une question cruciale : s'agit-il du modèle de la politique européenne à venir ou d'une réponse ponctuelle à une crise qui interroge notre sécurité ? On préférerait la première réponse, on craint la seconde.

La Russie a ramené la guerre en Europe, l'Asie, le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Amérique latine restent traversés de tragédies humanitaires d'un autre âge et l'absence totale de réponse aux enjeux environnementaux risque de porter à 216 millions le nombre de réfugiés climatiques en 2050¹¹. On ne pourra éternellement éviter de répondre à cette question: tous les réfugiés n'ont-ils pas la même valeur à nos yeux d'homme et de femme ?

Jean-François Lauwens Volontaire pour Action Vivre Ensemble



Avec le soutien de la



Disponible sur <u>www.vivre-ensemble.be</u> | Exemplaires sur demande : <u>info@vivre-ensemble.be</u> 02 227 66 80

Source: Banque mondiale - https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2021/09/13/climate-change-could-force-216-million-people-to-migrate-within-their-own-countries-by-2050